

**Arrêté temporaire n°24-AT-0190
Portant réglementation de la circulation**

RUE DE LA CARRIERE

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment l'article R. 411-8,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU la demande en date du 26/08/2024 émise par CATAGOLFE représentée par Monsieur LUC HOUDET aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que l'organisation de la Catagolfe rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 11/10/2024 au 13/10/2024 RUE DE LA CARRIERE,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 11/10/2024 et jusqu'au 13/10/2024, la circulation des véhicules est interdite RUE DE LA CARRIERE, de l'ALLEE DE LA POINTE jusqu'à la ROUTE DE LA POINTE. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules relevant de l'organisation de l'événement.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, CATAGOLFE.

Article 3

La gendarmerie et la police municipale sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Arradon, le 13/09/2024
Monsieur le Maire

Pascal BARRET //

DIFFUSION:

- CATAGOLFE
- La gendarmerie
- la police municipale
- Adjoint au Maire
- Adjointe au Maire
- Adjoint au DST
- Directrice des Services Techniques
- ESP VERTS
- Responsable Vie asso
- VOIRIE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.